

*Le budget*

vantage la chasse gardée des classes supérieures. Les soins médicaux ne seront plus un droit. Nous en sommes rendus maintenant à calquer l'horrible système américain qui fait des soins médicaux un produit comme un autre, dont la qualité varie selon le coût.

Mais le comble de l'ironie, c'est que ces mêmes Américains nous envient notre régime de soins médicaux alors que nous sommes en train de les imiter. Nous savons pourtant à quoi nous attendre, nous savons que dans un tel système, les gens ne sont pas suffisamment protégés ou ne sont pas protégés du tout, qu'à côté des riches qui ont leurs hôpitaux privés dotés de suites luxueuses, des pauvres n'ont pas droit aux soins médicaux les plus élémentaires. Voilà dans quelle voie nous nous engageons. Et les Américains nous envient notre système. Notre gouvernement préférerait, lui, le remplacer par le système américain qui a tant de défauts.

Sur quoi le ministre se base-t-il pour décider que les gens ne sont pas aussi malades en Nouvelle-Écosse qu'en Alberta? Pourquoi encourage-t-il la privatisation des soins médicaux, la création de deux systèmes de santé: un pour les riches et un pour les pauvres?

Les suggestions faites par l'Alberta révèlent clairement que c'est dans cette direction que le système de santé devrait évoluer. Nous avons entendu toutes sortes de déclarations du gouvernement sur son attachement au système de soins de santé et à l'enseignement postsecondaire et sur leur importance pour le Canada.

Mais les gestes sont plus éloquents que les paroles. Lorsque nous voyons qui fera les frais de la philosophie du gouvernement et lorsque nous voyons ce gouvernement continuer de préconiser la grande entreprise, la libre entreprise et des mesures anti-canadiennes, nous savons bien qui devra payer la note.

Certaines compressions budgétaires et certains remaniements de budgets touchant le programme de lutte contre le SIDA réduiront nos efforts dans ce domaine que le gouvernement avait déclaré hautement prioritaire. Douze millions de dollars sont soustraits du budget du programme de lutte contre le SIDA pour être réorientés ailleurs. Les groupes d'aide militant pour l'amélioration des services de santé et étudiant les programmes de recherche et d'éducation en santé publique perdent 900 000 \$. Les groupes d'aide qui favorisent la promotion de la santé perdent 150 000 \$. Le programme national de surveillance des maladies qui vise à mieux protéger les Canadiens contre les risques pour leur santé et évalue nos normes sanitaires verra son budget amputé de 12 millions de dollars. Les programmes de réadaptation des personnes handicapées, l'un des groupes les plus vulnérables de notre société, disposeront de 15 millions de dol-

lars de moins. Les services d'aide aux assistés sociaux, encore un groupe nettement défavorisé de notre société, voient s'envoler 2 millions de dollars. Les compressions imposées aux programmes d'aide à l'enfance et aux programmes de promotion d'une meilleure qualité de soins pour les enfants représentent 2 millions de dollars. Les programmes destinés à aider les personnes âgées à conserver leur autonomie et à vivre des vies dignes et heureuses perdront 3,5 millions de dollars.

Le véritable rôle du gouvernement fédéral était traditionnellement d'aider les membres les plus vulnérables de notre société, les moins bien nantis. Si, comme le pensent les conservateurs, le gouvernement n'a plus à assumer ce rôle et peut s'en prendre aux pauvres, aux handicapés, aux malades et aux vieillards, qui jouera ce rôle de soutien? Est-ce le secteur privé qui prendra la relève? C'est apparemment ce que veut nous faire comprendre le gouvernement. Est-ce le secteur privé qui fera des recherches sur le SIDA, qui aidera les personnes handicapées, qui évaluera les soins de santé donnés aux personnes âgées, qui aidera ces personnes âgées à vivre dans leur propre foyer avec dignité et heureuses? Les grandes sociétés vont-elles appuyer les groupes de soutien désireux d'étudier les mesures susceptibles d'améliorer notre régime de soins de santé?

Il est évident que non. Le gouvernement s'en prend ainsi aux programmes et aux groupes qui peuvent nous aider à humaniser notre société. Le gouvernement croit que les malades de Terre-Neuve n'ont pas droit à la même qualité de soins de santé que les Canadiens nantis et que les étudiants de la Saskatchewan n'ont pas droit à la même qualité d'enseignement universitaire que ceux des provinces riches. La promotion de la santé, la lutte contre le SIDA, les personnes handicapées, les femmes battues, les enfants, les personnes âgées et les assistés sociaux ne figurent plus parmi les priorités.

Il nous incombe d'évaluer l'idéologie du gouvernement et d'examiner ses actions. Nous constatons que le budget ne prévoit rien pour l'environnement. Il n'y a pas si longtemps, le gouvernement s'était engagé à protéger l'environnement et à mettre en oeuvre un programme économique devant répondre aux préoccupations écologiques. Pourtant, le premier budget qui suit ces belles promesses ne prévoit rien pour l'environnement. On ne fait rien non plus pour régler la crise qui sévit dans la région de l'Atlantique et qui va toucher des dizaines de milliers de gens à Terre-Neuve, en Nouvelle-Écosse, dans l'Île-du-Prince-Édouard et au Nouveau-Brunswick. Le budget ne renferme aucune mesure visant à faire payer aux riches et aux sociétés leur juste part d'impôts. On ne prévoit rien pour venir en aide aux sans-abri. En fait, les logements sociaux font l'objet de